

# Séance consacrée au vote du budget 2009 du Conseil général

Jeudi 12 mars 2009

intervention de

**Stéphane Troussel**

Président du groupe Socialiste et Gauche Citoyenne  
Vice-président du Conseil général  
Conseiller municipal de La Courneuve

8 3 2009

M. le président,  
Mes chers collègues,  
Mesdames, Messieurs,

Vous avez eu, monsieur le président, ainsi que notre collègue Daniel Guiraud, l'occasion de présenter de manière précise et détaillée le contenu du Budget primitif proposé par la majorité départementale, les grands équilibres qui ont présidé à sa construction ainsi que l'environnement particulièrement instable qui entoure cet exercice budgétaire du fait de la récession économique et des décisions gouvernementales qui l'aggravent.

Bâtir ce budget dans ce contexte n'a donc pas été un exercice facile. Je veux à mon tour remercier ici l'administration départementale pour l'ensemble des données transmises, l'ensemble des bilans et projets d'activités réalisés. Cela représente un travail considérable. Je veux saluer la qualité du service public départemental, dont on sait à quel point, en particulier dans un moment si difficile, il est un élément déterminant pour nombre de nos concitoyens.

Vous nous avez donné acte monsieur Chaussat que cette proposition budgétaire s'inscrit dans le cadre des orientations budgétaires que nous vous avons présentées le mois dernier : merci de souligner notre cohérence !

Ce budget – et c'est bien normal – est le fruit d'un compromis au sein de la majorité départementale. Ce débat a été fructueux dès lors qu'il n'obère en rien notre capacité d'action collective. Chacun, chacune des élu-e-s de la majorité départementale a souhaité le pousser le plus loin possible pour porter ce qu'il croit juste pour améliorer la situation de notre département et de ses habitants. Une large part des propositions nouvelles trouve désormais son origine dans notre groupe. D'autres ont été proposées par nos collègues du groupe communiste. Toutes sont donc le fruit d'un large débat au sein de la majorité.

Sans revenir sur chaque élément de ce budget, je veux vous dire la détermination des élu-e-s du groupe socialiste et gauche citoyenne à faire de ce budget 2009, vous avez employé l'expression monsieur le président, **un budget de combat**. Car malgré la crise, à cause de la crise, les habitantes et les habitants de la Seine Saint-Denis ont besoin d'un **budget de combat** pour notre département.

## **Un budget de combat c'est d'abord un budget qui refuse la résignation.**

Notre groupe a eu l'occasion de le rappeler lors du débat d'orientations budgétaires. Nous refusons de nous résigner aux mauvais coups portés par l'Etat contre les collectivités locales. Bien sur, j'entends déjà certains à droite nous reprocher de nous plaindre une fois encore. Mais, mes chers collègues, je vous invite un instant, un instant seulement, à dépasser nos contingences politiques pour reconnaître que cette fois c'est autre chose qui est en train de se jouer, au-delà même de l'étranglement financier des collectivités locales, que chacun à notre manière, chacun selon nos fidélités politiques, nous sommes bien obligés de constater. Alors, je comprends bien que l'opposition ne veuille pas en parler ce matin, mais j'ai de bonnes lectures... Et c'est notre collègue Teulet qui, avec la retenue courtoise qui le caractérise, est bien obligé de reconnaître dans la revue de l'AMIF que « *l'Etat...tend de plus en plus à transférer une partie de ses charges vers les autres échelons de notre organisation territoriale qui s'en inquiètent justement* ». Ce débat n'est donc pas politique. A travers l'asphyxie financière des collectivités, à travers la volonté de ré-organiser, de dés-organiser nos territoires, ce qui est train de se jouer c'est une certaine conception de notre République. Il s'agit pour le président de la République de cantonner les collectivités locales – et en particulier le

département – à un simple rôle de distributeur de prestations ou de services définis par l'Etat central. Pour y parvenir, c'est la méthode du « *sarkozysme triomphant* » qui est appliqué au débat sur l'organisation territoriale : on commence par stigmatiser les acteurs – en l'espèce les élus locaux qui auraient failli – puis on porte le coup de grâce en rognant les corps intermédiaires et leurs pouvoirs. Même si des améliorations, des clarifications sont indispensables, il est clair que ce n'est pas de la destruction du système existant que viendra la solution, mais au contraire de la coopération et de la solidarité, le travail en commun, la transversalité, le respect des projets et des identités de chacun de nos territoires.

Or aujourd'hui, on est bien loin du compte, parce que, dans la proposition Balladur, dans la proposition de supprimer la TP, il n'y a finalement aucune volonté de répondre à la seule question qui vaille : réduire les inégalités territoriales qui minent un développement harmonieux de la métropole francilienne. Au contraire, les décisions, les annonces sur la TP les aggravent. Alors, oui, les élus socialistes et gauche citoyenne – et je sais que nos collègues communistes sont également déterminés sur ce point - souhaitent que ce budget nous permette de **prendre des initiatives et organiser les mobilisations** au-delà des clivages politiques pour placer au coeur des réformes l'égalité républicaine à laquelle tout citoyen a droit, qu'il habite la Seine Saint-Denis comme ailleurs. Le débat sur l'organisation des territoires, sur les finances locales est fondamentalement politique puisqu'il influe sur notre capacité en Seine Saint-Denis à lutter contre les profondes inégalités sociales et les disparités territoriales que nous connaissons par rapport au reste du pays.

**Un budget de combat c'est aussi un budget qui refuse la fuite en avant budgétaire**, c'est accepter de passer en revue l'ensemble de nos actions et de nos pratiques pour limiter autant que possible le recours à l'emprunt et à la fiscalité. Dans un contexte difficile, il faut être d'autant plus exemplaire avec l'argent public et faire des choix. Rien ne serait pire que de donner le sentiment que nous subissons, sans être capables de dégager ni marges de manoeuvre, ni priorités politiques.

Alors, oui, le refus de la fuite en avant budgétaire, cela passe par le recours à la fiscalité locale. L'augmentation des taux de la fiscalité à laquelle le gouvernement nous contraint ne nous réjouit pas. Tous les efforts possibles ont – je crois – été accomplis afin de limiter au maximum le recours à l'emprunt et à la fiscalité. Compte tenu des contraintes pesant sur notre budget, cette hausse constitue le moyen – le seul moyen – d'éviter une réduction des engagements si indispensables du département en ces temps de crise et de préserver une capacité – toujours trop limitée – d'investissements. Et si cela ne constitue certes pas une consolation, je veux dire que l'augmentation des impôts n'est pas – loin s'en faut – un sport pratiqué sans vergogne et avec enthousiasme par les élus de gauche tandis que ceux de droite pourraient se parer des vertus de la modération fiscale. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner l'évolution de la fiscalité dans d'autres départements gérés par vos amis monsieur Chaussat ou dans les communes de Seine Saint-Denis. Quelques chiffres : +30% dans les Hautes-Alpes, +8,5% en Maine et Loire, +7,5% dans la Sarthe.

Il n'en demeure pas moins que nous devons avoir conscience de l'impact de nos décisions pour les familles de Seine Saint-Denis déjà confrontées à un pouvoir d'achat en baisse.

**Un budget de combat, c'est un budget qui nous permet de protéger nos concitoyens en confortant le rôle de notre collectivité en matière de solidarité**

Un budget de combat c'est d'abord un budget qui préserve les missions de service public essentielles à la vie quotidienne des séquano-dyonisiennes et séquano-dyonisiens. Vous avez, monsieur Chaussat, beaucoup critiqué la majorité départementale. Soit...c'est le rôle de l'opposition mais quelle vision portez vous ? Quelles propositions défendez-vous ? Vous nous demandez de faire des économies sur le fonctionnement ? Mais lesquelles proposez-vous ? Vous n'avez formulé aucune proposition concrète. Peut-être que d'autres orateurs du groupe de l'opposition le feront plus tard dans la matinée...

La mise en œuvre de l'Aide Départementale pour l'Accueil du Jeune Enfant, du quotient familial pour la restauration dans les collèges, de l'aide à l'acquisition d'un ordinateur pour les élèves de 6<sup>ème</sup>, de la carte Améthyste, du remboursement de la carte Imagin'R,... seront complétées par de nouvelles actions. Développement du micro-crédit, mise en œuvre du dispositif « *Un permis, un emploi* », initiatives supplémentaires en faveur du logement, soutien aux communes les plus fragiles ... constituent quelques-unes des orientations que nous voulons développer.

Permettez moi à ce moment de mon intervention d'insister quelques instants sur deux aspects si

importants dans notre département et pour lequel cet exercice budgétaire ouvrira des perspectives nouvelles : **le logement et la rénovation urbaine.**

D'abord là aussi un mot du contexte certes connu qui préexistait dans notre pays bien avant la crise internationale, économique et financière : Pénurie de construction, loyers élevés, logements indignes, crise immobilière... en Seine-Saint-Denis et sur toute l'Île-de-France, les besoins en matière de logement sont considérables. Notre département compte plus de 55 000 demandeurs de logement (l'Île-de-France, plus de 350 000).

Alors que ce contexte aurait du inciter le gouvernement à faire du logement une grande priorité nationale, la ministre Christine Boutin vient de faire adopter une loi - la sixième en 7 ans - qui organise une véritable démobilisation générale de tous les acteurs du logement. Au-delà des déclarations d'intention, les mesures contenues dans la loi Boutin risquent fort d'aggraver la crise.

Impactant directement nos villes, cette politique concerne l'ensemble de notre Département. Dans ce contexte de désordre, le conseil général de Seine-Saint-Denis a choisi de faire du logement une de ses priorités et de mettre cette problématique au coeur de ses actions. Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des actions déjà menées, elles sont nombreuses et diversifiées.

Je veux vous dire que, malgré une situation budgétaire et financière contrainte, avec les élus du groupe socialiste et gauche citoyenne, nous sommes résolus à aller plus loin pour favoriser la diversité des parcours résidentiels et ériger nos actions en faveur du logement et de la rénovation urbaine en outils de solidarité et de préparation de l'avenir de notre département.

Aussi, nous vous proposons :

. d'engager **une nouvelle autorisation de programme de 5 millions d'euros supplémentaires pour la construction de logements sociaux neufs,**

. d'engager **3 actions nouvelles** favorisant davantage **l'accès au logement des jeunes** (par le soutien à des programmes de logements à destination de jeunes salariés), soutenant **l'accession sociale à la propriété** et s'engageant fortement dans **la lutte contre l'habitat indigne par le lancement d'un plan départemental.** Ces 3 actions représentent **une nouvelle autorisation de programme de près de 8 millions d'euros.**

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de l'école publique dans nos quartiers, nous vous proposons – de **répondre favorablement à la demande de participation financière des communes les plus fragiles pour la reconstruction de groupes scolaires situés en PRU.** Mais d'ores et déjà, et le président l'a indiqué dans son intervention, nous prévoyons une autorisation de programme de 5 millions d'euros.

Dans ce budget, et en lien avec notre collègue Jean-Charles Nègre en charge de l'insertion, nous vous proposons enfin d'acter **la participation financière du Conseil général aux postes de coordonnateurs locaux pour la mise en oeuvre des clauses d'insertion dans les chantiers de renouvellement urbain.** L'objectif étant de permettre à plus de 2.000 personnes d'acquérir une qualification ou d'obtenir un emploi. En aidant à la mobilisation durable de ses demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés, le conseil général de la Seine-Saint-Denis entend prendre toute sa part dans l'emploi des publics en difficultés, le renforcement de la cohésion sociale et le renouvellement urbain.

**Un budget de combat, c'est enfin un budget qui nous permet de préparer l'avenir de la Seine Saint-Denis, en faisant le choix de la jeunesse et du collège (Mathieu Hanotin y reviendra), du développement économique et d'un aménagement durable de notre département.**

Doter le département d'un budget utile à la Seine Saint-Denis et à ses habitants, telle est notre volonté. C'est donc avec de la détermination, de l'enthousiasme et aussi une certaine forme de gravité que le groupe des élus socialistes et gauche citoyenne – ce ne sera pas un scoop - votera ce budget ainsi que les taux d'imposition proposés.